

Pierre DROUILLY

Professeur de sociologie, UQÀM

2012

“La structure des appuis
aux partis politiques québécois,
1998-2008.”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Pierre DROUILLY

“*La structure des appuis aux partis politiques québécois, 1998-2008.*”

In ouvrage sous la direction de Réjean Pelletier, *Les partis politiques québécois dans la tourmente. Mieux comprendre et évaluer leur rôle*, chapitre 5, pp. 131-168. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2012, 411 pp. Collection “Prisme”.

L'épouse de l'auteur, Francine Bombardier, nous accordé, le 12 décembre 2021, l'autorisation de diffuser en libre accès à tous, dans Les Classiques des sciences sociales, l'ensemble de l'œuvre de son défunt mari, Pierre Drouilly. L'autorisation nous a été transmise par M. Richard Cousineau, proche collaborateur de l'auteur.



Courriel : Richard COUSINEAU : RichardCousineau@hotmail.com

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

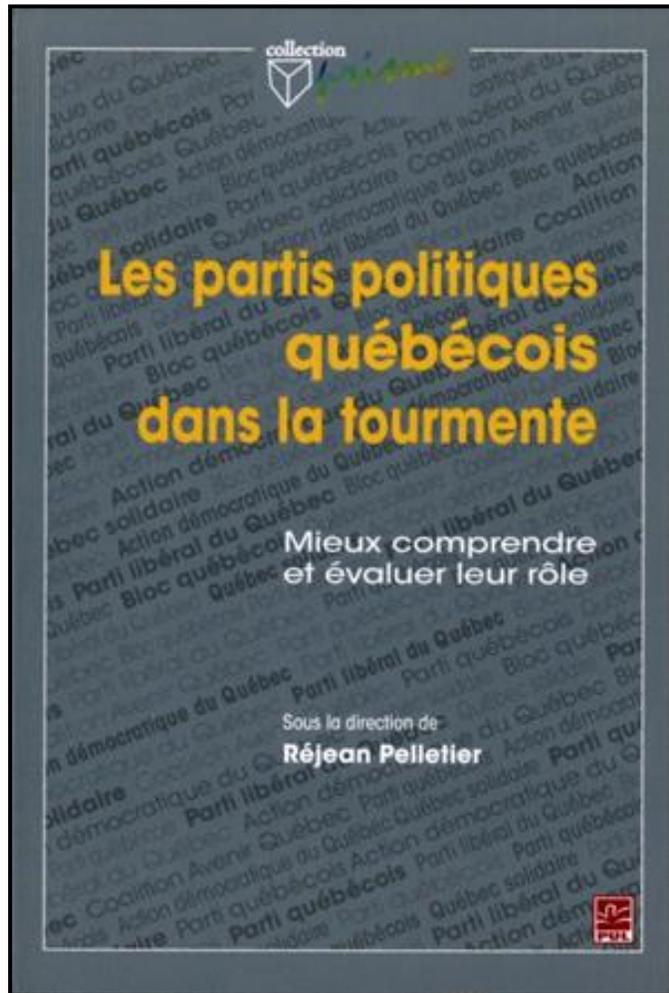
Édition numérique réalisée le 13 juin 2022 à Chicoutimi, Québec.



Pierre DROUILLY

Professeur de sociologie, UQÀM

“La structure des appuis
aux partis politiques québécois, 1998-2008.”



In ouvrage sous la direction de Réjean Pelletier, *Les partis politiques québécois dans la tourmente. Mieux comprendre et évaluer leur rôle*, chapitre 5, pp. 131-168. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2012, 411 pp. Collection “Prisme”.

Table des matières

[Introduction](#) [131]

[LA PARTICIPATION ÉLECTORALE, 1998-2008](#) [134]

[LE VOTE LINGUISTIQUE 1998-2008](#) [139]

Le vote libéral [141]

Le vote adéquiste [142]

Le vote vert [143]

Conclusion [143]

[LE MOUVEMENT DES VOTES ENTRE 1998 ET 2008](#) [145]

Le mouvement des votes entre 1998 et 2003 [145]

Le mouvement des votes entre 2003 et 2007 [146]

Le mouvement des votes entre 2007 et 2008 [149]

[UNE TYPOLOGIE DES RÉGIONS DU QUÉBEC](#) [151]

- 1) L'Ouest de Montréal (14 circonscriptions) [151]
- 2) Le Nord-Est de Montréal (6 circonscriptions) [152]
- 3) L'Est de Montréal (8 circonscriptions) [153]
- 4) Le « Québec septentrional » (17 circonscriptions) [153]
- 5) Le « Québec tranquille » (12 circonscriptions) [155]
- 6) Le « Québec réfractaire » (12 circonscriptions) [156]
- 7) Le Centre du Québec (14 circonscriptions) [159]
- 8) Les Basses-Laurentides (15 circonscriptions) [161]
- 9) La Montérégie (15 circonscriptions) [162]
- 10) Le « Québec frontalier » (12 circonscriptions) [163]

[Conclusion](#) [164]

[Bibliographie](#) [166]

[131]

Pierre DROUILLY

Professeur de sociologie, UQÀM

“La structure des appuis
aux partis politiques québécois, 1998-2008.”

In ouvrage sous la direction de Réjean Pelletier, *Les partis politiques québécois dans la tourmente. Mieux comprendre et évaluer leur rôle*, chapitre 5, pp. 131-168. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2012, 411 pp. Collection “Prisme”.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Bien souvent, une élection donnée ressemble beaucoup à la précédente, les changements dans les résultats étant très marginaux, même s'ils peuvent apporter de grands changements dans la composition du Parlement (en grande partie à cause du mode de scrutin). Toutefois, la décennie 1998-2008 a été marquée par une succession de séismes électoraux qui ont transformé complètement le paysage politique du Québec.

Les faits marquants de cette décennie :

- 1) Une baisse du taux de participation qui s'est produite en deux temps : de 1998 à 2003, le taux de participation a chuté de presque 8% ; entre 2003 et 2007 la participation électorale se stabilise ; enfin de 2007 à 2008, le Québec a connu une nouvelle chute du taux de participation, cette fois de presque 14%.

[132]

- 2) Le Parti libéral du Québec (PLQ), avec un vote presque identique à celui de 1998, défait le gouvernement du Parti québécois (PQ) en 2003. Par contre, à l’élection de 2007, le PLQ perd un peu moins d’un demi-million de voix et se retrouve minoritaire. À l’élection de 2008 enfin, le PLQ progresse à peine et se retrouve au pouvoir pour une troisième fois consécutive, majoritaire cette fois, mais de justesse.
- 2) Le PQ subit une saignée de près d’un demi-million de voix en 2003, ce qui lui fait perdre le pouvoir, et accuse encore une nouvelle perte de 140 000 voix en 2007, ce qui le place en troisième position derrière le PLQ et l’Action démocratique du Québec (ADQ), tant en pourcentage qu’en nombre de voix. En 2008, le PQ reprend le titre d’opposition officielle, mais avec un vote presque identique à celui de 2007.
- 3) L’ADQ, que les sondages mettaient à égalité avec le PLQ et le PQ durant l’année 2002, ne progresse que de 200 000 voix en 2003, et fait élire seulement quatre députés. Aux élections de 2007, l’ADQ fait un bond d’un demi-million de voix, se retrouve presque à égalité avec le PLQ et le PQ, rate de peu une majorité à l’Assemblée nationale et hérite du rôle de l’opposition officielle. Au cours de l’élection de 2008, l’ADQ subit une saignée de près de 700 000 voix, ne fait élire que sept députés et se retrouve en position de tiers parti.
- 4) Deux nouveaux partis politiques apparaissent sur la scène électorale : Québec solidaire (QS) et le Parti vert du Québec (PVQ). Très marginaux en 2003, les deux obtiennent environ 150 000 voix en 2007. En 2008, QS subit une légère érosion, mais fait élire son premier député (Amir Khadir dans Mercier), alors que le PVQ voit son vote coupé de moitié.

Ainsi, en une décennie, on aura vu le taux de participation chuter à un niveau qui nous ramène aux années 1920-1930 ; un gouvernement (péquist) élu en 1998 avec moins de voix que son adversaire (le PLQ), comme cela s’était produit pour l’Union nationale en 1966 et en 1944 ; un premier gouvernement minoritaire au niveau québécois depuis 1878,

et un gouvernement élu pour une troisième fois consécutive, ce qui ne s’était pas produit depuis Maurice Duplessis et l’Union nationale.

[133]

Notre intention, dans ce texte, est d’examiner les mouvements électoraux de cette décennie en les étudiant au niveau régional. Mais auparavant, nous proposerons trois analyses : une de la participation, une autre du vote linguistique et enfin, une plus globale du mouvement des votes.

Tableau 1. Résultats des élections québécoises 1998-2008
(députés élus)

	1998	2003	2007	2008
Parti libéral	48	76	48	66
Parti québécois	76	45	36	51
Action démocratique	1	4	41	7
Québec solidaire	-	-	-	1

Tableau 2. Résultats des élections québécoises 1998-2008
(en nombres absolus)

	1998	2003	2007	2008
Électeurs inscrits	5 254 482	5 490 551	5 630 567	5 738 811
Votants	4 115 163	3 866 248	4 010 696	3 295 914
Abstentions	1 139 319	1 624 303	1 619 876	2 442 897
Bulletins rejetés	46 691	48 484	4 0078	49 581
Parti libéral	1 771 858	1 755 863	1 313 664	1 366 046
Parti québécois	1 744 240	1 269 183	1 125 546	1 141 751
Action démocratique	480 636	694 122	1 224 412	531 358
Québec solidaire*	-	40 422	144 418	122 618
Parti vert	-	16 975	152 885	70 393
Autres	71 738	41 199	9 693	14 167

* UFP en 2003.

[134]

Tableau 3. Résultats des élections québécoises 1998-2008
(pourcentages par rapport aux votes valides)

1	1998	2003	2007	2008
Parti libéral	43,6	46,0	33,1	42,1
Parti québécois	42,9	33,2	28,3	35,2
Action démocratique	11,8	18,2	30,8	16,4
Québec solidaire*	-	1,1	3,6	3,8
Parti vert	-	0,4	3,9	2,2
Autres	1,8	1,1	0,2	0,3

* UFP en 2003.

Tableau 4. Résultats des élections québécoises 1998-2008
(pourcentages par rapport aux électeurs inscrits)

	1998	2003	2007	2008
Taux de participation	78,3	70,4	71,2	57,4
Abstentions	21,7	29,6	28,8	42,6
Parti libéral	33,7	32,0	23,3	23,8
Parti québécois	33,2	23,1	20,0	19,9
Action démocratique	9,1	12,6	21,7	9,3
Québec solidaire*	-	0,7	2,6	2,1
Parti vert	-	0,3	2,7	1,2
Autres	1,4	0,8	0,2	0,2

* UFP en 2003.

LA PARTICIPATION ÉLECTORALE, 1998-2008

[Retour à la table des matières](#)

Bien de choses ont été dites sur l’abstention électorale récente dans les démocraties, abstention qui serait en progression constante [135] depuis quelques décennies (même si les preuves ne sont pas tout à fait probantes)¹. Ces commentaires tournent trop souvent à un certain moralisme réprobateur et normatif, qui pointe du doigt une prétendue apathie des électeurs, leur supposé cynisme croissant face à la politique

¹ Pour mettre les choses en perspective, il est utile de distinguer plusieurs types d’abstentionnisme : a) l’abstentionnisme « forcé » : un certain nombre d’électeurs sont, le jour du vote, empêchés d’aller voter ; on estime cet abstentionnisme forcé à environ 5%, car c’est le taux qu’on observe dans les pays où le vote est obligatoire ; b) l’abstentionnisme « structurel » : c’est un abstentionnisme d’origine sociologique, qui est le fait de populations défavorisées au plan économique, culturel et politique. Il est aussi le fait de populations en situation d’anomie sociale et (ou) d’isolement géographique. C’est l’abstentionnisme structurel qui explique que certaines circonscriptions votent toujours moins que la moyenne : ce sont généralement des circonscriptions défavorisées dans les centres urbains comme le Centre-Sud de Montréal (Hochelaga-Maisonneuve, Sainte-Marie-Saint-Jacques, Saint-Henri-Sainte-Anne), ainsi que certaines circonscriptions éloignées (en Gaspésie, en Abitibi-Témiscamingue, sur la Côte-Nord). On évalue généralement cet abstentionnisme structurel à environ 10-15% : c’est pourquoi dans le meilleur des cas les taux de participation ont de la difficulté à dépasser les 80% ; c) enfin l’abstentionnisme « conjoncturel », qui origine du contexte de chaque consultation. Cette dernière composante est la plus importante, car elle est d’origine politique et (ou) partisane. À une élection donnée, des électeurs peuvent s’abstenir davantage, soit qu’ils ne trouvent pas de parti à leur goût (c’était le cas des électeurs souverainistes aux élections fédérales avant l’apparition du Bloc québécois) ; soit qu’ils soient en rupture avec leur parti naturel, mais pas au point de voter pour l’adversaire ; soit encore que l’enjeu de la consultation leur soit indifférent. Cet abstentionnisme « conjoncturel » est purement d’origine politique, et il varie considérablement selon les conjonctures politiques. Notre hypothèse est que l’abstentionnisme actuel au Québec est principalement de type conjoncturel.

partisane, une perte de confiance dans les institutions, une perte de sens civique, etc. ²

[136]

Dans un premier temps, nous analyserons l'abstentionnisme des groupes linguistiques, puisque la variable linguistique sur-détermine les comportements électoraux au Québec depuis au moins un siècle. Pour analyser le taux de participation selon la langue maternelle (francophones, anglophones et allophones), en tout premier lieu nous calculons les coefficients de corrélation entre le taux de participation et le pourcentage par groupes linguistiques pour chaque élection. On constate que, pour toute la période considérée, le taux de participation est positivement corrélé avec le pourcentage de francophones et négativement corrélé avec le pourcentage d'anglophones et d'allophones : ces corrélations augmentent d'intensité (positive ou négative) avec le temps et deviennent significatives à un niveau de 99% à partir de 2003. Cela signifie que plus il y a de francophones dans une circonscription, plus le taux de participation sera élevé, la présence de non-francophones faisant diminuer le taux de participation.

Dans un second temps, nous avons effectué pour chaque élection une analyse spectrale par régression, sur les 125 circonscriptions du Québec, afin d'estimer le taux de participation pour chaque groupe linguistique (tableau 5) ³.

² François Gélinau et Alexandre Morin-Chassé (2009) ont effectué une étude de l'abstention électorale à l'élection de 2008 pour le compte du Directeur général des élections du Québec à partir d'un sondage ; malheureusement cette approche méthodologique (le sondage) souffre d'un défaut rédhibitoire, lié au manque de sincérité des répondants. Ce qui a pour résultat que dans le sondage, seulement 25,7% des personnes interrogées ont reconnu s'être abstenues, alors que le taux d'abstention en 2008 a été de 42,6%. Cette sous-estimation du taux de participation est probablement le reflet d'un discours social normatif, moraliste et réprobateur sur le « mauvais citoyen » qui néglige son « devoir démocratique », alors qu'ailleurs dans le monde, « des gens meurent pour acquérir le droit de voter »...

³ Pour cela, on fait l'hypothèse que le taux de participation pour chaque groupe linguistique est constant d'une circonscription à l'autre, c'est-à-dire qu'on a l'équation suivante : [taux de participation] = [c (constante)] + [c1 (constante) x% d'anglophones] + [c2 (constante) x% d'allophones] (le pourcentage de francophones n'apparaît pas dans l'équation pour éviter une colinéarité, puisque

[137]

On remarque en premier lieu que le coefficient de détermination augmente avec le temps : la composition linguistique des circonscriptions n’explique à peu près rien de la participation électorale en 1998 (les taux de participation sont très semblables entre les groupes linguistiques), et que très peu de choses en 2003, mais en 2007 et 2008, elle explique environ les deux tiers de la variation du taux de participation à travers les 125 circonscriptions. Les estimations du tableau 5 reproduisent bien le taux de participation global des quatre élections⁴ ; et ces estimations appliquées à chacune des circonscriptions reproduisent assez bien les taux de participation réels⁵. Par ailleurs, le nombre de circonscriptions pour lesquelles le taux de participation reproduit par le modèle diffère significativement du taux de participation réel aux différentes élections, demeure dans les limites du niveau de confiance de 95%⁶.

la somme des trois pourcentages linguistiques est égal à 100%). Le pourcentage estimé du taux de participation des francophones sera alors égal à la constante c , celui des anglophones sera alors à $(c + c1)$, et celui des allophones sera égal à $(c + c2)$ (les constantes $c1$ et $c2$ peuvent éventuellement être négatives).

Le modèle de régression fournit plusieurs informations : les estimations des pourcentages, un intervalle de confiance de ceux-ci (fixé ici à un niveau de 95%), le coefficient de détermination R^2 (compris entre 0 et 1) qui fournit la proportion de la variance du taux de participation expliqué par le modèle (plus R^2 est élevé, plus le modèle reproduit bien les données observées), la liste des circonscriptions qui s’écartent significativement du modèle (comme il y a 125 circonscription au Québec et que l’on a fixé le niveau de confiance à 95%, on s’attend normalement à 5% de circonscriptions déviantes, soit 6 circonscriptions). Au-delà de ces vérifications, on peut calculer comment les estimations reproduisent le taux de participation pour l’ensemble du Québec, ainsi que le taux de participation estimé pour chaque circonscription.

- ⁴ 78,1% au lieu de 78,3% en 1998 ; 70,2% au lieu de 70,4% en 2003 ; 70,7% au lieu de 71,2% en 2007 et 57,0% au lieu de 57,4% en 2008, soit toujours un écart inférieur à 0,5%.
- ⁵ Pour chacune des quatre élections, le taux de participation calculé en appliquant le modèle, diffère de moins de 3% du taux de participation réel dans plus de la moitié des circonscriptions, et de moins de 1% dans environ une circonscription sur cinq.
- ⁶ Pour 1998, six circonscriptions ont connu un taux de participation significativement inférieur à ce que le modèle estime : Hochelaga-Maisonneuve, Saguenay, Sainte-Marie-Saint-Jacques, Ungava, Westmount-

[138]

Tableau 5. Estimation du taux de participation selon la langue maternelle Québec 1998-2008 (125 circonscriptions)

	Anglophones	Francophones	Allophones	R ²
Élection de 1998	78,4 ± 7,6	79,0 ± 1,0	71,1 ± 6,0	0,046
Élection de 2003	59,1 ± 9,4	73,1 ± 1,2	57,1 ± 6,8	0,290
Élection de 2007	52,0 ± 8,2	75,7 ± 1,0	50,5 ± 5,6	0,617
Élection de 2008	36,4 ± 8,2	62,7 ± 1,0	33,8 ± 5,6	0,675

Note : les intervalles de confiance sont calculés au niveau de 95%.

Comme c est à peu près toujours le cas depuis plusieurs décennies, les taux de participation à chaque consultation vont décroissant des francophones aux anglophones et aux allophones. On constate qu’en 1998, année de référence, les taux de participation diffèrent peu d’un groupe linguistique à l’autre (entre 71% et 79%). De 1998 à 2008, le taux de participation des francophones diminue de 6% en 2003, remonte de 3% en 2007 et plonge de 13% en 2008. Par contre, chez les

Saint-Louis (« abstentionnisme structurel »), et enfin Masson dans laquelle le vote a été reporté de deux semaines à cause du décès d’un candidat durant la campagne électorale. Pour 2003, sept circonscriptions ont connu un taux de participation significativement inférieur à ce que le modèle estime : Hochelaga-Maisonneuve et Ungava ; Chapleau, Hull, Papineau et Pontiac (Outaouais) ; et Champlain dans laquelle le vote a été repris deux semaines plus tard à cause de l’égalité des voix le jour du vote. Pour 2007, sept circonscriptions ont connu un taux de participation significativement inférieur à ce que le modèle estime : Hochelaga-Maisonneuve et Ungava ; Chapleau, Hull, Papineau et Pontiac ; enfin Jacques-Cartier a connu un taux de participation significativement supérieur à ce que le modèle estime. En 2008 enfin, six circonscriptions ont connu un taux de participation significativement inférieur à ce que le modèle estime : Hochelaga-Maisonneuve et Ungava ; Chapleau, Hull, Papineau et Pontiac ; alors que Jacques-Cartier, Louis-Hébert, Marguerite-d’Youville et Jean-Talon ont connu un taux de participation significativement supérieur à ce que le modèle estime.

On voit bien la permanence de « l’abstentionnisme structurel » (Hochelaga-Maisonneuve, Ungava), mais on constate aussi que depuis 2003 la région de l’Outaouais se distingue par un abstentionnisme plus fort.

anglophones tout comme chez les allophones, le taux de participation diminue constamment sur toute la période, pour se situer en 2008 à 36% et 34% respectivement. Ce dernier résultat peut paraître surprenant, mais c’est ce qui explique que parmi les 25 circonscriptions qui ont eu un taux de participation inférieur à 50%, on en retrouve 13 qui ont une forte composante anglophone⁷, cinq qui ont une forte composante allophone⁸ et seulement six qui comptent plus de 70% de francophones⁹.

En conclusion, la forte relation entre taux de participation et composition linguistique des circonscriptions est un nouveau facteur qu’il faut intégrer dans l’analyse. Mais le fait politique majeur concernant [139] la participation électorale durant la décennie 1998-2008, est le décrochage d’environ 40% du taux de participation des anglophones et des allophones, alors que la diminution du taux de participation des francophones n’a été que de 16% sur l’ensemble de la période. Il est difficile d’expliquer les causes de cette désaffection des non-francophones envers le processus électoral, mais comme habituellement ils votent massivement pour le PLQ, on peut penser qu’en fait il s’agit bien d’une désaffection envers le PLQ. Les électeurs non francophones boudent le PLQ (mais pas au point de voter pour le PQ ou pour l’ADQ !...), et en l’absence de toute enquête sur ce phénomène, on ne peut que faire des conjectures. Alors qu’à la fin des années 1980, la colère des électeurs anglophones était bien identifiée à la politique linguistique de Robert Bourassa et que ces électeurs avaient alors trouvé un canal pour l’exprimer (les *Equality Party* et *Unity Party*), aujourd’hui le malaise entre l’électorat non francophone et le

⁷ Westmount (36,8% de participation), Mont-Royal (38,8%), D’Arcy McGee (38,9%), Saint-Laurent (40,9%), Pontiac (41,4%), Robert-Baldwin (41,5%), Notre-Dame-de-Grâce (43,0%), Chomedey (45,2%), Acadie (46,9%), Nelligan (47,0%), Marguerite-Bourgeoys (48,1%), Outremont (48,5%) et Marquette (49,1%).

⁸ Viau (44,5% de participation), Saint-Henri (44,8%), Jeanne-Mance (47,0%), Bourassa (47,7%) et Laurier-Dorion (49,2%).

⁹ Les quatre circonscriptions de l’Outaouais (Chapleau, Gatineau, Hull et Papineau), ainsi que les deux du Centre-Sud de Montréal (Hochelaga-Maisonneuve et Sainte-Marie-Saint-Jacques), auxquelles s’ajoute la circonscription d’Ungava, la plus abstentionniste de toutes (63,9% d’abstentions).

PLQ est plus diffus mais se traduit par un abstentionnisme plus prononcé.

LE VOTE LINGUISTIQUE 1998-2008

[Retour à la table des matières](#)

On s’interdit de comprendre quoi que ce soit aux élections au Québec, si on néglige le facteur linguistique. Comme nous l’avons écrit précédemment, le facteur linguistique est le facteur majeur pour expliquer les comportements électoraux au Québec, car l’origine linguistique sur-détermine les options politiques : les francophones se divisent entre différents partis, alors que les non-francophones sont presque unanimement et presque toujours fidèles au PLQ.

Dans un premier temps, comme pour les taux de participation, nous avons calculé pour chaque élection, les coefficients de corrélation entre le vote pour chacun des partis et le pourcentage de francophones, d’anglophones et d’allophones. Il ressort de ces calculs plusieurs constats. Pour chaque élection et chaque groupe linguistique, les corrélations sont significatives à un niveau de confiance de 99% pour le PLQ, le PQ et l’ADQ. Ces corrélations sont positives pour le PQ et l’ADQ avec les francophones, et négatives avec les anglophones et les allophones. Pour le PLQ la situation est exactement l’inverse : corrélation négative avec les francophones et positive avec les anglophones et les allophones.

[140]

Ces corrélations sont presque toujours supérieures à 0,500 ¹⁰, mais sont nettement plus faibles et ne sont généralement pas significatives ou que peu significatives pour les tiers partis, exception faite du PVQ en 2007 et 2008, corrélé positivement avec les pourcentages d’anglophones et d’allophones, et négativement avec le pourcentage de

¹⁰ Si on calcule les coefficients de corrélation pour les 56 circonscriptions de la Région métropolitaine de recensement de Montréal (où se concentrent 74% des anglophones du Québec et 86% des allophones), on obtient pour les corrélations des valeurs généralement supérieures à 0,900 et parfois supérieures à 0,950 en valeur absolue.

francophones, à l’instar du vote libéral. En somme, la présence d’anglophones et d’allophones favorise le vote libéral et le vote vert, alors que la présence de francophones favorise le vote péquiste et le vote adéquiste.

Dans un second temps, nous avons effectué pour chaque élection depuis 1998, une analyse spectrale par régression du vote exprimé ¹¹ : les résultats de ces analyses apparaissent au tableau 6. Bien entendu, il s’agit d’estimations (donc comportant une marge d’incertitude), les vraies valeurs devant demeurer à jamais inconnues, le vote étant secret : [141] il faut donc les considérer comme des ordres de grandeur plutôt que des valeurs précises.

¹¹ Il s’agit de la même méthode pour estimer les taux de participation que celle utilisée précédemment. Mais dans ce cas-ci une difficulté majeure se présentait : comme les taux de participation des divers groupes linguistiques diffèrent beaucoup (comme nous l’avons vu), la composition linguistique des votants n’est pas la même que celle de la population telle que mesurée par les recensements. On ne peut donc pas estimer le vote par groupes linguistiques en mettant en relation le vote exprimé et la composition linguistique fournie par le recensement. Deux alternatives s’offraient à nous : soit estimer, pour chaque circonscription, la distribution linguistique des votants (pourcentages des *votes valides*), soit utiliser les pourcentages calculés par rapport aux *électeurs inscrits*. Dans le premier cas, on fait une régression à deux étages (régression sur des pourcentages de composition linguistique tirés d’une régression pour estimer les taux de participation par groupes linguistiques). Dans le second cas, on procède directement sur les pourcentages de vote par rapport à l’ensemble des électeurs que l’on met en relation avec la composition linguistique de l’ensemble de la population : l’inconvénient de cette seconde approche est que l’on obtient des estimations peu parlantes (les pourcentages par rapport aux électeurs inscrits étant peu familiers à l’observateur de la scène politique). Nous avons essayé les deux méthodes, qui donnent des résultats assez semblables. Nous présentons dans le tableau 6 les résultats tirées de la seconde approche, mais nous les présentons après les avoir reconvertis en votes valides. L’inconvénient de cette solution est que les intervalles de confiance ainsi que le coefficient de détermination R^2 qui sont fournis correspondent aux estimés initiaux et non aux estimés présentés dans le tableau.

Tableau 6. Estimation de l'appui des votants aux partis politiques selon la langue maternelle Québec 1998-2008 (125 circonscriptions)

	Anglophones	Francophones	Allophones	R ²
Parti libéral 1998	95,5 ±11,4	32,3 ±1,6	90,8 ±8,8	0,698
Parti libéral 2003	97,0 ±10,4	36,0 ±1,4	93,6 ±7,4	0,590
Parti libéral 2007	84,8 ±10,6	24,6 ±1,4	81,1 ±7,0	0,517
Parti libéral 2008	91,9 ±10,6	35,2 ±1,4	66,3 ±7,0	0,207
Parti québécois 1998	0,0 ±5,0	52,4 ± 1,4	0,0 ±7,6	0,704
Parti québécois 2003	0,0 ±10,4	38,5 ±1,4	0,0 ±8,0	0,395
Parti québécois 2007	0,0 ±12,0	32,6 ±1,6	0,0 ±8,0	0,350
Parti québécois 2008	0,0 ±11,8	39,3 ±1,4	0,0 ±7,8	0,375
Action démocratique 1998	0,0 ±6,2	14,1 ±0,8	4,8 ±4,8	0,301
Action démocratique 2003	0,0 ±10,2	23,4 ±1,4	0,0 ±7,2	0,427
Action démocratique 2007	0,0 ±14,6	36,8 ±1,8	0,0 ±9,6	0,459
Action démocratique 2008	0,0 ±10,8	20,3 ±1,4	0,0 ±7,0	0,326
Parti vert 2007	15,0 ±2,6	2,5 ±0,4	6,9 ±1,6	0,351
Parti vert 2008	7,5 ±1,8	1,3 ±0,2	19,1 ±1,2	0,216

Note : les intervalles de confiance sont calculés au niveau de 95%.

Le vote libéral

En 1998, le PLQ obtient pratiquement la totalité du vote non francophone et seulement 32,3% du vote francophone. Le vote anglophone demeure presque totalement acquis au PLQ en 2003 (taux supérieur à 95%), mais depuis 2007 et en 2008 il se produit une fracture dans le vote libéral chez les anglophones (84,8% et 91,9% d'appuis respectivement) dont une partie appuie le PVQ ; par ailleurs, on note une division plus prononcée du vote allophone pour le PLQ (93,6% en 2003, 81,1% en 2007 et 66,3% en 2008). Parmi les francophones, le

PLQ connaît un [142] faible regain en 2003 (36,0%), une chute prononcée en 2007 (24,6%), et une remontée en 2008 (35,2%) ¹².

Le vote péquiste

Chez les francophones, le PQ est à 52,4% en 1998, baisse à 38,5% en 2003, puis à 32,6% en 2007, pour enfin remonter à 39,3% en 2008. Malgré tout ce que Ion a pu dire, il n’y a pas moyen de déceler un vote péquiste non francophone significatif pour la période 1998-2008 : parmi les anglophones et les allophones, les estimations demeurent statistiquement égales à 0% pour toute la période ¹³. Évidemment, quelques non-francophones votent pour le PQ, mais ils sont tellement peu nombreux que la méthode statistique ne les décèle pas ¹⁴.

Le PQ, qui a été le premier parti parmi les francophones sans interruption depuis 1976 (exception faite de l’élection de 1985), a perdu ce statut en 2007, devancé chez les francophones par l’ADQ. En 2008, le PQ a repris sa première position chez les francophones, mais avec seulement 39,3% d’appuis.

¹² Les régressions du tableau 6 reproduisent, pour l’ensemble du Québec, les résultats réels du PLQ à 0,4% en 1998, 0,0% en 2003, 0,4% en 2007 et 0,3% en 2008. Six circonscriptions s’écartent significativement des valeurs prévues par la régression en 1998, sept en 2003, six en 2007 et 10 en 2008 (sur un total de 125).

¹³ En fait, au départ, la régression donne des valeurs négatives pour le vote péquiste parmi les anglophones et les allophones. On a donc fixé ce taux à 0%. Une des explications de cette anomalie est que, dans les circonscriptions les moins francophones (Ouest et Nord-Est de Montréal), l’appui des francophones au PQ est plus faible que la moyenne du Québec, ce qui donne l’illusion d’un vote négatif pour le PQ parmi les non-francophones. Le même phénomène se produit pour le vote adéquiste.

¹⁴ Les régressions du tableau 6 reproduisent, pour l’ensemble du Québec, les résultats réels du PQ à 0,1% près en 1998, 0,8% en 2003, 0,6% en 2007 et 0,6% en 2008. Six circonscriptions s’écartent significativement des valeurs prévues par la régression en 1998, six en 2003, six en 2007 et cinq en 2008 (sur un total de 125).

Le vote adéquiste

L'ADQ souffre du même handicap que le PQ : absence presque totale d'appuis parmi l'électorat non francophone. Parmi les [143] francophones, l'ADQ obtiendra 14,1% du vote en 1998, 23,4% en 2003, 36,8% en 2007, mais seulement 20,3% en 2008¹⁵, ce qui la ramènera à son niveau de 2003. La poussée de l'ADQ en 2007 s'est produite principalement dans la couronne des banlieues nord et sud de Montréal (le « 450 »), alors même qu'il devenait le premier parti parmi les francophones, déclassant le PQ.

Le vote vert

On note, en 2007 comme en 2008, un certain appui des anglophones au PVQ (15,0% en 2007 et 7,5% en 2008), qui explique le score obtenu par le PVQ dans certaines circonscriptions de l'Ouest de Montréal. Ainsi le PVQ a obtenu en 2007, 15,7% dans Notre-Dame-de-Grâce (où il est arrivé deuxième), 11,8% dans Westmount-Saint-Louis (où il est aussi arrivé deuxième), 11,1% dans Jacques-Cartier et 10,8% dans Outremont ; en 2008 le PVQ est toujours second dans Notre-Dame-de-Grâce (14,4%) et dans Jacques-Cartier (7,5%), bien que le vote vert pour l'ensemble du Québec ait pratiquement fondu de moitié par rapport à celui de 2007.

¹⁵ Les régressions du tableau 6 reproduisent, pour l'ensemble du Québec, les résultats réels de l'ADQ à 0,1% en 1998, 0,9% en 2003, 0,1% en 2007 et 0,7% en 2008. Quatre circonscriptions s'écartent significativement des valeurs prévues par la régression en 1998, six en 2003, six en 2007 et sept en 2008 (sur un total de 125).

Conclusion

Le trait le plus marqué et le plus constant des élections au Québec est l'appui pratiquement indéfectible des anglophones et des allophones au PLQ : les électorats du PQ et de l'ADQ sont pratiquement uniquement francophones. Malgré une baisse spectaculaire du taux de participation des non-francophones au cours de la décennie 1998-2008, ceux qui sont allés voter l'ont encore fait massivement pour le PLQ, sauf une petite fraction de ces électeurs qui ont appuyé le PVQ en 2007 et 2008.

Parmi les francophones par contre, on retrouve l'habituelle division des opinions qui est caractéristique d'une démocratie. La configuration du vote francophone se caractérise par une domination absolue ou relative du PQ face au PLQ et à un tiers parti, l'ADQ, dont l'évolution [144] des appuis depuis sa création au début des années 1990 suivait une courbe ascendante : cette montée de l'ADQ atteint un sommet quand la formation devient le premier parti des francophones en 2007, déclassant le PQ en seconde position et réduisant le PLQ à un statut de tiers parti chez les francophones. Mais cette nouvelle configuration fait long feu et en 2008 les choses semblent revenues à la normale : le PQ obtient une majorité relative du vote francophone, suivi du PLQ et de l'ADQ. Ce qui a changé, cependant, c'est qu'au cours de la décennie 1998-2008, les francophones aussi ont connu une baisse importante du taux de participation (16% environ), moins considérable toutefois que la baisse du taux de participation chez les non-francophones (40% environ).

La question maintenant est de savoir comment se sont déplacés les électeurs d'un parti à l'autre (ou de la participation à l'abstention) au cours de cette décennie.

LE MOUVEMENT DES VOTES ENTRE 1998 ET 2008

[Retour à la table des matières](#)

Pour estimer le mouvement des votes d’une élection à l’autre, nous procédons à des analyses de régression multiple, mais basées sur le nombre de votes et non pas sur des pourcentages : cela permet de tenir compte dans l’analyse, d’une part de l’abstention électorale et d’autre part des nouveaux électeurs. Bien évidemment, on travaille sur les soldes du nombre de votes d’une élection à l’autre, ce qui simplifie l’analyse mais ignore des possibles transferts de votes d’un parti à l’autre mais en sens contraire et qui s’annuleraient ¹⁶. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu’il s’agit d’estimations statistiques, et qu’on doit les prendre comme des ordres de grandeur : néanmoins nous avons fait dans chaque cas une double évaluation de nos résultats, en regardant comment ceux-ci reproduisent les résultats globaux de chaque élection ¹⁷ et en analysant [145] les écarts entre notre modèle et les résultats réels de chaque élection pour chacune des 125 circonscriptions ¹⁸.

¹⁶ Le solde d’un parti politique entre deux élections est l’écart, positif ou négatif, de son nombre de voix entre ces deux élections. Par exemple, quand nous arrivons à la conclusion que 221 000 voix ont été perdues par le PQ en 2003 en faveur de l’ADQ, il se pourrait que le nombre réel soit de 250 000 voix, mais que par ailleurs 29 000 voix de l’ADQ soient passées au PQ, 221 000 étant le solde entre 250 000 et 29 000.

¹⁷ Cette exigence est minimale, car un modèle qui ne reproduit pas globalement la réalité avec une bonne précision, n’est certainement pas un modèle qui reflète convenablement cette réalité dans le détail.

¹⁸ Pour chaque élection le modèle testé est le suivant : [vote au parti A à l’élection 2j = [c (constante) x vote du parti A à l’élection 1] + [c1 (constante) x solde des abstentions] + [c2 (constante) x solde du parti B] + [c3 (constante) x solde du parti C] + [c4 (constante) x solde du parti D] + etc. Les constantes c, c1, c2, c3, c4, etc. peuvent être positives ou négatives. Dans le texte, nous fournissons les constantes c, c1, c2, c3, c4, etc. en pourcentages, et dans les tableaux nous fournissons les totaux en nombre de voix calculés pour l’ensemble du Québec.

Le mouvement des votes entre 1998 et 2003

Ce qui marque l'élection de 2003 par rapport à celle de 1998, c'est la chute du taux de participation (de 78,3% à 70,4%), la perte de près d'un demi-million de voix pour le PQ, la progression du vote adéquiste (gain de plus de 200 000 voix) et la stagnation du vote libéral (perte de 16 000 voix).

En 2003, le PLQ a conservé 99% du vote obtenu en 1998, 85% des pertes du vote libéral gonflant le nombre des abstentions (12 000 votes), 10% allant à l'ADQ, le reste allant vers l'UFP et le PVQ. Le PQ a conservé 73% du vote qu'il avait enregistré en 1998, 45% des pertes péquistes allant à l'ADQ, 44% allant à l'abstention, 8% allant à l'UFP et 3% au PVQ. Le vote adéquiste de 2003 est la somme du vote adéquiste de 1998, de 10% des pertes libérales (2 000 voix) et de 45% des pertes péquistes (211 000 voix). Le vote UFP est la somme de 2% des pertes libérales et de 8% des pertes péquistes. Le vote vert de 2003 représente 3% des pertes libérales et péquistes. Enfin, les abstentions de 2003 sont les abstentions de 1998 auxquelles s'ajoutent 85% des pertes libérales (12 000 voix) et 44% des pertes péquistes (225 000 voix). Les chiffres bruts de tous ces transferts pour l'ensemble du Québec sont présentés dans le tableau 7 ¹⁹.

¹⁹ Appliqués à l'ensemble du Québec, ces chiffres reproduisent les résultats de l'élection de 2003 à moins de 0,3% pour les trois principaux partis (PLQ, PQ et ADQ). Les écarts significatifs (à un niveau de confiance de 95%) entre le modèle et le résultat du vote de 2003 concernent quatre circonscriptions pour le PLQ, huit pour le PQ et cinq pour l'ADQ. Par ailleurs, le modèle reproduit les résultats de 2003 à moins de 500 voix près dans le tiers de circonscriptions et à moins de 1000 voix près dans la moitié des circonscriptions pour le PQ et pour l'ADQ. Pour le PLQ, les chiffres correspondants sont environ 20% et 40%.

[146]

Tableau 7. Estimation des transferts de vote entre 1998 et 2003

Vote en 1998	Transferts en 2003						
	PLQ	ADQ	PQ	UFP	PVQ	Autres	Abstentions
PLQ	1 772 000	1 756 000	2 000	-	2 000	-	12 000
ADQ	481 000	-	481 000	-	-	-	-
PQ	1 744 000	-	211 000	1 269 000	38 000	1 000	225 000
Autres	72 000	-	-	-	-	16 000	41 000
Vote en 2003	1 756 000	694 000	1 269 000	40 000	17 000		1 624 000

En conclusion, on peut affirmer que l’augmentation de l’abstention en 2003 est essentiellement due à des électeurs péquistes de 1998 qui ont manifesté leur insatisfaction à l’égard du gouvernement du PQ en restant chez eux. C’est grosso modo ce qui s’était produit en 1985, alors que le PQ perdait près d’un demi-million de voix par rapport à 1981, que le vote libéral ne progressait que d’un quart de million de voix et que les abstentions augmentaient de près de 200 000 voix. Ce qui est nouveau en 2003, c’est que le PQ a perdu un peu plus de 200 000 voix en faveur de l’ADQ et environ 40 000 voix en faveur de UFP, sur une perte totale d’environ un demi-million de voix ; le PLQ, pour sa part, a remporté l’élection avec un gouvernement majoritaire même si le nombre de voix obtenues est resté stagnant par rapport à 1998. Nous appelons cela une victoire libérale par défaut, due à une défaite réelle du PQ, attaqué de tous les côtés : sur sa gauche par QS, sur sa droite nationaliste par l’ADQ et au centre par l’insatisfaction vis-à-vis du gouvernement péquiste.

Le mouvement des votes entre 2003 et 2007

Ce qui marque l’élection de 2007, c’est d’abord un taux de participation en très légère progression (il passe de 70,4% en 2003 à 71,2% en 2007), une perte brutale de près d’un demi-million de voix pour le PLQ, une perte modérée de près de 150 000 pour le PQ, une

progression fulgurante d’un demi-million de voix pour l’ADQ, et une progression de plus de 100 000 voix tant pour QS que pour le PVQ.

En 2007, le PLQ a conservé 75% du vote obtenu en 2003, 65% des pertes libérales allant à l’ADQ, 25% au PVQ et 10% à QS. Le PQ a conservé 89% du vote qu’il avait enregistré en 2003, 85% des pertes [147] péquistes allant à l’ADQ, 10% à QS et 5% au PVQ. Le vote ADQ en 2007 est la somme du vote adéquiste de 2003, de 65% des pertes libérales (287 000 voix), de 85% des pertes péquistes (122 000 voix) et de 85% des nouveaux électeurs et (ou) des abstentionnistes de 2003 qui ont voté en 2007 (122 000 voix). Le vote QS en 2007 est la somme du vote UFP de 2003, de 10% des pertes libérales (44 000 voix), de 10% des pertes péquistes (140 00 voix), de 75% des pertes des autres partis (21 000 voix) et de 10% des nouveaux électeurs et (ou) des abstentionnistes de 2003 qui ont voté en 2007 (24 000 voix). Le vote PVQ en 2007 est la somme du vote vert de 2003, de 25% des pertes libérales (111 000 voix), de 5% des pertes péquistes (7 000 voix) et de 5% des nouveaux électeurs et (ou) des abstentionnistes de 2003 qui ont voté en 2007 (21 000 voix). Les chiffres bruts de tous ces transferts pour l’ensemble du Québec sont présentés dans le tableau 8²⁰.

²⁰ Appliqués à l’ensemble du Québec, ces chiffres reproduisent les résultats de l’élection de 2007 à 0,2% pour les trois principaux partis (PLQ, PQ et ADQ). Les écarts significatifs (à un niveau de confiance de 95%) entre le modèle et le résultat du vote de 2007 concernent quatre circonscriptions pour le PLQ, six pour le PQ et quatre pour l’ADQ. Par ailleurs, le modèle reproduit les résultats de 2007 à moins de 500 voix près dans le tiers de circonscriptions et à moins de 1 000 voix près dans la moitié des circonscriptions pour le PLQ et le PQ. Pour l’ADQ, les chiffres correspondants sont environ 50% et 60%.

Tableau 8. Estimation des transferts de vote entre 2003 et 2007

Vote en 2003	Transferts en 2007						
	PLQ	ADQ	PQ	QS	PVQ	Autres	
PLQ	1 756 000	1 314 000	287 000	-	44 000	111 000	-
ADQ	694 000	-	694 000	-	-	-	-
PQ 1269000	-	122 000	-	1 126 000	14 000	7 000	-
UFP	40 000	-	-	-	40 000	-	-
PVQ	17 000	-	-	-	-	17 000	-
Autres	41 000	-	-	-	21 000	11 000	10 000
Augmentation des votants	153 000	-	122 000	-	24 000	7 000	-
VOTE EN 2007		1 314 000	1 225 000	1 126 000	143 000	153 000	10 000

[148]

En conclusion, on est donc en droit d’avancer que la progression de l’ADQ en 2007 (plus d’un demi-million de voix) résulte pour la moitié d’un transfert de voix libérales (un quart de million de voix), pour un quart d’un transfert de voix péquistes (122 000 voix) et pour un autre quart de la diminution de l’abstention et (ou) de l’augmentation du nombre d’électeurs. Le résultat de ces transferts a provoqué l’élection d’un gouvernement minoritaire et la promotion de l’ADQ au statut d’opposition officielle, le PQ se trouvant triplement déclassé, comme troisième parti à l’Assemblée nationale, comme troisième parti en termes de voix, et ayant perdu la majorité (relative) du vote francophone en faveur de l’Action démocratique.

Au lendemain de l’élection de 2007, plusieurs observateurs de la scène politique, dont nous étions (Drouilly, 2007 ; Bélanger et Nadeau, 2007 et 2009), se sont demandé si cette élection ne marquait pas le début d’une nouvelle ère politique, d’un réalignement ²¹ profond des

²¹ Il est commode de classer les élections en divers types. Parmi plusieurs définitions, nous retenons celles proposées par le groupe du Michigan (Angus Campbell, Philip E. Converse, Warren E. Miller et Donald E. Stokes, 1966). On distingue les élections de « maintien » dont les résultats sont conformes à la structure générale des opinions politiques ; les élections de « déviation » dont les résultats s’écartent momentanément de cette structure ; les élections de « rétablissement » dont les résultats marquent un retour à la normale ; et les élections de « réalignement » dont les résultats reflètent une modification de la

attitudes politiques au Québec, l’ADQ avec son nationalisme « autonomiste » se substituant au PQ et à son nationalisme souverainiste. Aujourd’hui, on sait que ce ne sera probablement pas le cas, mais on peut dire que les souverainistes ont senti passer le souffle du boulet... Il est vrai que les transferts de vote du PLQ à l’ADQ (287 000 voix) ont été plus de deux fois plus importants que les transferts de vote du PQ à l’ADQ (122 000 voix), ce qui était quand même une bonne nouvelle pour les souverainistes ; mais il est vrai aussi que les plus gros transferts se sont produits dans l’électorat de la classe moyenne de banlieue, qui est une des poutres maîtresses du vote péquiste (les pertes du PQ en faveur de l’ADQ se produisant dans la frange la plus jeune du « groupe porteur », comme nous le verrons plus en détail dans l’analyse régionale du vote).

[149]

Le mouvement des votes entre 2007 et 2008

Ce qui marque l’élection de 2008, c’est d’abord la chute brutale du taux de participation (il passe de 71,2% en 2007 à 57,4% en 2008) ; c’est ensuite littéralement l’effondrement du vote ADQ qui perd près de 700 000 voix ; c’est aussi l’érosion du vote QS (perte de 22 000 voix, soit 15% de ses voix de 2007) et l’effondrement du vote PVQ (perte de 83 000 voix, soit plus de la moitié des voix obtenues en 2007) ; c’est enfin une très légère remontée du PLQ (progression d’un peu plus de 50 000 voix) et la fin de la descente aux enfers du vote PQ (progression de 16 000 voix).

structure des opinions politiques. On parle souvent de périodes de réalignement plutôt que d’élections de réalignement, périodes qui commencent soit par une élection « critique » (V.O. Key Jr, 1955) soit par une élection « de rupture » (Pierre Martin, 2000). Nous reviendrons en conclusion sur cet aspect de la décennie 1998-2008.

Tableau 9. Estimation des transferts de vote entre 2007 et 2008

Vote en 2007	Transferts en 2008						
	PLQ	ADQ	PQ	QS	PVQ	Autres	Abstentions
PLQ	1 314 000	1 314 000	-	-	-	-	-
ADQ	1 224 000	52 000	531 000	16 000	-	-	625 000
PQ	2 126 000	-	-	1 126 000	-	-	-
QS	144 000	-	-	-	123 000	-	2 000
PVQ	153 000	-j	-	-	-	70 000	2 000
Autres	10 000	-	-	-	-	-	10 000
VOTE EN 2008	1 366 000	531 000	1 142 000	123 000	70 000	14 000	2 443 000

En 2008, l’ADQ a conservé 43% du vote obtenu en 2007, 10% des pertes adéquistes allant au PLQ, 3% au PQ et 87% aux abstentionnistes. QS conserve 85% du vote qu’il avait enregistré en 2007 et le PVQ seulement 46%. Le vote PLQ en 2008 est la somme du vote libéral de 2007 et de 10% des pertes de l’ADQ (52 000 voix). Le vote PQ de 2008 est la somme du vote péquiste de 2007 et de 3% des pertes de l’ADQ (16 000 voix). Enfin l’augmentation des abstentions est la somme de 87% des pertes de l’ADQ, et des pertes de QS et du PVQ. Les chiffres bruts de tous ces transferts pour l’ensemble du Québec sont présentés dans le tableau 9 ²².

[150]

En conclusion, il serait donc légitime d’attribuer la chute brutale du taux de participation en 2008 à deux phénomènes distincts : d’une part la chute brutale du vote adéquiste et d’autre part, la baisse de participation des électeurs non francophones (ce qui provoque des pertes pour le PLQ). Toutefois, les pertes adéquistes (693 000 voix) ne peuvent être assimilées complètement à la chute du taux de

²² Appliqués à l’ensemble du Québec, ces chiffres reproduisent les résultats de l’élection de 2008 à 0,5% pour le PQ et l’ADQ, et à 1,2% pour le PLQ. Les écarts significatifs (à un niveau de confiance de 95%) entre le modèle et le résultat du vote de 2008, concernent sept circonscriptions pour le PLQ, quatre pour le PQ et huit pour l’ADQ. Par ailleurs, le modèle reproduit les résultats de 2008 à moins de 500 voix près dans environ 40% des circonscriptions, et à moins de 1 000 voix près dans les deux tiers des circonscriptions pour le PQ et l’ADQ. Pour le PLQ, les chiffres correspondants sont environ 20% et 50%.

participation (714 000 votants de moins en 2008 qu’en 2007) puisque le nombre d’abstentions a, quant à lui, augmenté de 823 000 voix.

Le portrait est un peu plus complexe. La majeure partie des pertes adéquistes se sont retrouvées dans l’abstention, mais un certain nombre de votes adéquistes sont retournés soit au PLQ (52 000 votes), soit au PQ (16 000 voix), et dans certaines régions (Québec métropolitain et Chaudière-Appalaches notamment) les pertes de l’ADQ ont été moins importantes (et la participation électorale plus forte). D’autre part, le vote libéral a subi deux mouvements contraires : pertes importantes dans l’électorat non francophone, et donc gains, plus importants qu’il n’y paraît globalement, dans le vote francophone. Le vote péquiste a lui aussi subi deux mouvements : progrès dans 64 circonscriptions et recul dans 61 circonscriptions, les principales pertes se produisant dans l’Est de Montréal et dans le Québec métropolitain, et les principaux gains dans les Basses-Laurentides et en Montérégie.

Contentons-nous ici d’une remarque générale : sur une période de dix ans et trois consultations, le PQ a perdu environ 600 000 voix, le PLQ en a perdu environ 400 000 (dont la moitié environ chez les électeurs non francophones) et l’ADQ se retrouve en 2008 à peu près à son niveau de 1998 (un demi-million de voix). Le PQ a perdu 475 000 voix en 2003 qui sont allées à parts égales à l’abstention et à l’ADQ, plus un maigre 40 000 voix à QS ; puis il a de nouveau perdu 143 000 voix en 2007 qui sont presque toutes allées à l’ADQ, et n’en a récupéré que des bribes en 2008. Le PLQ, presque stable en 2003, a perdu 442 000 voix en 2007, dont les deux tiers sont allées à l’ADQ et le quart au PVQ, et n’en a récupéré qu’une maigre part en 2008, tout en voyant ses appuis chez [151] les non-francophones subir une forte érosion en faveur de l’abstention. Enfin, l’ADQ a fait des gains de 200 000 voix en 2003 (provenant principalement du PQ), et des gains de 500 000 voix en 2007 (provenant principalement du PLQ et du PQ), pour finalement perdre 700 000 voix en 2008 dont la majeure partie a gonflé les abstentions. Au total, environ 800 000 électeurs de moins qu’en 1998 ont voté en 2008, et comme le nombre d’électeurs a augmenté d’environ 500 000 durant cette décennie, on a compté environ 1 300 000 abstentions de plus en 2008 qu’en 1998. Ce que ces données disent en clair, c’est qu’environ un million d’électeurs boudent aujourd’hui les deux grands partis (québécois et libéral), après s’être brièvement laissé séduire par l’ADQ.

UNE TYPOLOGIE DES RÉGIONS DU QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#)

Voici maintenant une typologie des différentes régions politiques du Québec, basée sur leur comportement électoral durant la décennie 1998-2008.

1) L'Ouest de Montréal (14 circonscriptions) ²³

De l'Ouest de Montréal, il y a peu de chose à dire, sinon que c'est une région totalement et indéfectiblement libérale. Cela est bien entendu la conséquence de sa composition linguistique : à peine plus d'un tiers de francophones (36,5%), contre 28,1% d'anglophones et 35,4% d'allophones. Ce qui donne comme résultat qu'aux quatre élections de la décennie 1998-2008, les quatorze circonscriptions ont élu des députés libéraux.

Mais du point de vue sociologique, il est intéressant de noter que, sur dix ans, le taux de participation y est passé de 76,0% en 1998 à 67,1% en 2007, 65,4% en 2007 et 45,0% en 2008, illustration de la baisse du taux de participation chez les électeurs non francophones. Cela s'est traduit par une chute continue du vote pour le PLQ qui est passé en dix ans de 54,7% des électeurs inscrits en 1998 à 46,2% en 2003, 36,0% en 2007 et seulement 30,0% en 2008. Plus du tiers des pertes libérales [152] totales de la décennie (405 812 voix) s'est produit dans l'Ouest de Montréal (152 877 voix).

Le PQ est passé, dans cette région, de 14,5% des électeurs inscrits à 8,3%, mais ces maigres résultats représentent tout de même entre 40% et 50% du vote francophone. Cela confirme une fois de plus que la faiblesse du PQ sur l'île de Montréal n'est due qu'à la composition

²³ Acadie, D'Arcy-McGee, Jacques-Cartier, Marguerite-Bourgeoys, Marquette, Mont-Royal, Nelligan, Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Robert-Baldwin, Saint-Henri-Sainte-Anne, Saint-Laurent, Verdun et Westmount-Saint-Louis.

linguistique des circonscriptions. L’île de Montréal demeure un bastion du vote péquiste, mais parmi les électeurs francophones seulement.

2) *Le Nord-Est de Montréal (6 circonscriptions)* ²⁴

Le Nord-Est de Montréal se caractérise par une forte concentration d’électeurs allophones. Il est aussi un bastion indéfectiblement libéral, résultat ici aussi de sa composition linguistique : un peu moins de la moitié de la population y est francophone (47,4%), contre un nombre presque égal d’allophones (46,9%) et un maigre 5,7% d’anglophones. Ce qui donne presque le même résultat que dans l’Ouest de Montréal : six libéraux sur six élus en 1998, six encore en 2003, et cinq sur six en 2007 et 2008 ²⁵.

Le taux de participation dans le Nord-Est de Montréal est passé de 78,7% en 1998 à 67,1% en 2003, 65,4% en 2003 et 50,3% en 2008, reflet ici encore de la chute du taux de participation des non-francophones. Cette chute s’est évidemment faite au détriment du vote libéral, qui est passé de 48,4% des électeurs inscrits en 1998 à 40,9% en 2003, 32,7% en 2007 et seulement 28,0% en 2008. Sur la décennie 1998-2008, le PLQ a perdu 54 542 voix, qui, ajoutées aux pertes de 152 876 voix perdues dans l’Ouest de Montréal, représentent la moitié des pertes totales du PLQ dans l’ensemble du Québec (405 812 voix). Le PQ a relativement bien conservé ses acquis, passant de 19,6% des électeurs inscrits en 1998 à 16,9% en 2003, 15,7% en 2007 et 14,2% en 2008, mais ici encore ce faible score représente tout de même plus de 50% du vote francophone.

²⁴ Bourassa-Sauvé, Crémazie, Jeanne-Mance-Viger, Lafontaine, Laurier-Dorion et Viau.

²⁵ La seule exception est l’élection de Lizette Lapointe dans Crémazie en 2007 et 2008, résultat probable du faible taux de participation de non-francophones.

[153]

3) L'Est de Montréal (8 circonscriptions) ²⁶

L'Est de Montréal demeure le bastion péquiste par excellence depuis 1970. Sa population est francophone à 77,0%, allophone à 18,2% et anglophone à seulement 4,8%. Il s'agit d'un milieu populaire et (ou) défavorisé, qui a indéfectiblement appuyé le PQ depuis ses débuts en 1970. Avec comme résultat que le PQ y a fait régulièrement élire tous ses candidats sauf un (dans Anjou qui est la circonscription la moins francophone à 67,3%), et dans Mercier depuis 2008, qui a élu Amir Khadir pour QS.

Le taux de participation dans l'Est de Montréal a chuté de 1998 à 2008, mais dans des proportions moindres que dans le reste de l'île de Montréal : il a été de 75,2% en 1998, 68,6% en 2003, 68,7% en 2007 et enfin 55,0% en 2008. Le PLQ y continue sa descente aux enfers, puisque son vote est passé de 25,9% des électeurs inscrits en 1998 à 15,8% en 2008 ; cela a un temps favorisé le vote adéquiste, mais au final, en 2008 l'ADQ se retrouve (avec 3,7%) plus bas qu'en 1998 (8,3%).

Le PQ a lui aussi subi des pertes sur l'ensemble de la décennie, passant de 37,5% des électeurs inscrits en 1998 à 31,4% en 2003, 26,8% en 2007 et 24,9% en 2008, mais très clairement, une bonne partie de ces pertes sont allées nourrir le vote pour Québec solidaire. Environ le quart du vote QS de 2008 pour l'ensemble du Québec est concentré dans l'Est de Montréal (soit 27 361 voix sur 122 618), et 60% du vote QS dans l'Est de Montréal est concentré dans les circonscriptions de Gouin (Françoise David) et Mercier (Amir Khadir), soit 16 544 voix sur 27 361. Là est la force de QS, mais aussi sa fragilité.

²⁶ Anjou, Bourget, Gouin, Hochelaga-Maisonneuve, Mercier, Pointe-aux-Trembles, Rosemont et Sainte-Marie-Saint-Jacques.

4) Le « Québec septentrional » (17 circonscriptions) ²⁷

Les 17 circonscriptions septentrionales du Québec (en gros celles qui sont situées au nord du 48^e parallèle), ont un comportement électoral à bien des égards homogène, même si elles présentent une grande [154] diversité géographique (Abitibi, Témiscamingue, Saguenay, Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Ungava et Gaspésie) : au-delà de cette diversité géographique, on découvre une certaine homogénéité sociale et économique.

La structure économique du Québec septentrional se distingue par un poids important des secteurs primaires (pêcheries, forêts, mines, hydro-électricité, alumineries, etc.), et donc par la présence de grandes entreprises multinationales (comme Alcan) ou publiques (comme Hydro-Québec), avec une main-d’œuvre fortement syndiquée. La composition sociale de ces régions se caractérise par une population faiblement scolarisée, une main-d’œuvre ouvrière (les deux tiers de la main-d’œuvre masculine est composée de cols bleus), aux revenus dans la moyenne du Québec (sauf en Gaspésie), mais subissant un taux de chômage chronique (le double de celui du Québec) et une grande précarité dans le secteur primaire (mines, forêts) liée aux cycles économiques. De plus cette région est marquée par un taux d’urbanisation relativement élevé (Gaspé, Rimouski, Sept-Îles, Baie-Comeau, Chicoutimi-Jonquière, Val-d’Or, Rouyn-Noranda, etc.).

Toutes ces caractéristiques sociales et économiques font du Québec septentrional une terre fertile pour le PQ : forte présence ouvrière et longue histoire de luttes sociales. En effet, nous pensons que c’est le passé de ces régions qui a marqué la conscience collective de leur population et qui explique le niveau plus élevé de politisation qu’on y rencontre, plus élevé que pour des populations ailleurs au Québec qui ont un niveau d’éducation semblable : le syndicalisme international et le mouvement nationaliste ont sans doute servi d’école populaire et aidé à la prise de conscience politique.

²⁷ Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Bonaventure, Chicoutimi, Dubuc, Duplessis, Gaspé, Îles-de-la-Madeleine, Jonquière, Lac-Saint-Jean, Matane, Matapédia, René-Lévesque, Rimouski, Roberval, Rouyn-Noranda-Témiscamingue et Ungava.

Dès le début des années 1970, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et dans une moindre mesure la Gaspésie deviennent des châteaux forts péquistes, l’Abitibi-Témiscamingue les rejoignant durant les années 1980. À part la circonscription de Bonaventure (qui comprend 16,8% de non-francophones), toutes les autres circonscriptions élisent régulièrement des députés péquistes durant la décennie 1998-2008 : 16 sur 17 en 1998, 11 en 2003, 16 encore en 2007 et 11 en 2008.

Le taux de participation y est passé de 74,1% en 1998 à 58,4% en 2008, mais il s’était relativement maintenu en 2003 et 2007 (67,8% et 70,5%). Sur l’ensemble de la décennie, le PLQ est resté relativement stable (22,9% des électeurs inscrits en 1998, 25,3% en 2003, 21,8% en 2007 et enfin 22,6% en 2008). L’ADQ n’y a pas fait de percée significative, [155] et après avoir atteint un sommet en 2007 (15,7% des électeurs inscrits), elle se retrouve en 2008 (avec 5,8%) à un niveau plus bas qu’en 1998 (7,1%). Comme la région est massivement francophone (91,8%), le PQ y est dominant. Il y a obtenu l’appui de 41,9% des électeurs inscrits en 1998, et après une chute importante en 2003 (28,4%), ses appuis se sont maintenus (28,9% en 2007 et 27,2% en 2008). Comme le vote libéral est demeuré relativement stable entre 1998 et 2008 dans le Québec « septentrional », que l’ADQ est revenue en 2008 à un niveau plus bas que celui de 1998 et que QS et le PVQ y sont tout à fait marginaux, l’augmentation du nombre d’abstentions, qui passent de 25,9% à 41,6%, ne peut être due qu’à la défection d’électeurs péquistes.

5) *Le « Québec tranquille » (12 circonscriptions)* ²⁸

Le Québec « tranquille » est constitué d'un groupe de douze circonscriptions contiguës qui s'étendent de Rivière-du-Loup aux Bois-Francis, englobant toute la région de Chaudière-Appalaches jusqu'à la frontière américaine. Ce qui caractérise ce groupe de circonscriptions au plan politique, c'est que le vote francophone pour les partis ou pour les options souverainistes, y a toujours été plus faible, depuis 1970, que dans l'ensemble du Québec. Électoralement, le Québec « tranquille » est aujourd'hui encore le royaume de l'ADQ (comme il fut jadis celui de l'Union nationale et du Crédit social) ²⁹.

Qu'est-ce qui caractérise ce Québec « mou », qui traîne toujours, du point de vue du vote nationaliste, derrière le reste du Québec francophone ? Il s'agit là de circonscriptions essentiellement rurales, sans pôles urbains importants : mais cette explication n'est pas entièrement satisfaisante car d'autres circonscriptions à travers le Québec ont cette même caractéristique, et pourtant appuient le PQ assez régulièrement depuis 1976.

[156]

Un début d'explication de l'appui plus tiède au PQ de ces douze circonscriptions se situe peut-être dans leurs caractéristiques sociales. Le « Québec tranquille » constitue une région rurale et semi-rurale, soumise à l'exode des jeunes, avec une population faiblement scolarisée, composée massivement de cols bleus (ouvriers, mineurs et agriculteurs) peu qualifiés et ayant des revenus faibles, mais bénéficiant par ailleurs d'un taux de chômage plus faible que l'ensemble du Québec. Autant de catégories sociales qui sont associées à des populations plus précaires économiquement, plus fragiles

²⁸ Beauce-Nord, Beauce-Sud, Bellechasse, Frontenac, Johnson, Kamouraska-Témiscouata, Lotbinière, Mégantic-Compton, Montmagny-L'Islet, Nicolet-Yamaska, Richmond et Rivière-du-Loup.

²⁹ Mario Dumont fut le seul représentant de l'ADQ en 1994 et 1998 (Rivière-du-Loup), rejoint par deux autres députés en 2003 (Beauce-Nord et Lotbinière), et cinq autres en 2007 (Beauce-Sud, Bellechasse, Johnson, Montmagny-L'Islet et Nicolet-Yamaska), pour un total de huit sur douze. Trois des sept élus de l'ADQ en 2008 le sont dans le « Québec tranquille » : Beauce-Nord, Lotbinière et Rivière-du-Loup).

politiquement et plus craintives idéologiquement devant le projet souverainiste : d'où le fait qu'elles appuient plus mollement le PQ ou l'option souverainiste lors des référendums. D'autres circonscriptions québécoises ont l'une ou l'autre de ces caractéristiques (population âgée, faible scolarité, forte présence de cols bleus, faibles revenus, faible chômage), mais ces douze-là les cumulent toutes.

Essentiellement rural, sans grands centres urbains, ce Québec « tranquille » représente un espace plus canadien-français, plus traditionaliste et plus conservateur. Malgré sa forte composition ouvrière, il demeure le fief de la Confédération des syndicats démocratiques (CSD) qui y est fortement implantée. Depuis plus de trente ans, les sondages révèlent que les personnes âgées, les personnes faiblement scolarisés et les personnes à faible revenu sont plus réticentes à appuyer le PQ ou les options souverainistes dans les référendums. La plus forte présence de ces catégories dans ces douze circonscriptions explique donc que l'appui au PQ y soit plus faible.

Le taux de participation dans cette région a été, depuis dix ans, supérieur à la moyenne du Québec : 79,3% en 1998, 74,3% en 2003, 75,7% en 2007, et 63,0% en 2008. C'est ici que l'ADQ a fait ses plus forts gains, indice que l'électorat adéquiste y a été plus mobilisé, à tout le moins que l'offre adéquiste correspondait mieux à ses attentes. Le PLQ a relativement maintenu ses appuis, passant de 33,0% des électeurs inscrits en 1998 à 29,6% en 2003, 23,7% en 2007 et 26,3% en 2008. C'est le PQ qui y a subi un recul drastique : 32,7% des électeurs inscrits en 1998, 19,1% en 2003, 14,2% en 2007 et 13,9% en 2008. Dans le « Québec tranquille » le PQ est redevenu le tiers parti qu'il était dans les années 1970. L'ADQ, qui reçoit l'appui de 12,1% des électeurs inscrits en 1998, progresse dès 2003 à 23,7%, puis à 34,1% des électeurs inscrits en 2007, pour finalement redescendre en 2008 à 19,4%. C'est le PQ qui a donné l'essentiel de ses pertes à l'ADQ en 2003 et 2007 ; en 2008, ces voix ne [157] sont pas revenues au PQ, mais ont augmenté le nombre d'abstentionnistes.

6) *Le « Québec réfractaire » (12 circonscriptions)* ³⁰

Depuis une quinzaine d’années, a émergé un groupe social que l’on pourrait qualifier de « réfractaire » tout autant au projet souverainiste qu’au discours fédéraliste traditionnel, tel que porté par le PLQ. C’est dans la région de Québec que ce groupe s’est manifesté bruyamment autour des enjeux liés aux débats entourant l’avenir de CHOI-FM et de la « radio-trash ». Les enquêtes révèlent que ce groupe est constitué principalement d’hommes jeunes, scolarisés, individualistes, actifs sur le marché du travail (mais dans le secteur privé), orientés politiquement à droite et porteurs d’un mode de vie très consumériste (Marcoux et Tremblay, 2005 ; Langlois, 2004 ; Pelletier, 2008) : ce sont des fils de baby-boomers, appartenant à ce que certains ont appelé la « génération X », qui ont le sentiment que leur ascension sociale est bloquée, surtout en comparaison de celle de leurs parents qui eux ont profité de la Révolution tranquille. D’où une idéologie du ressentiment qui, au plan politique, se traduit par un rejet des « vieux partis » (libéral ou péquiste) et par un appui politique aux partis de droite, conservateur ou adéquiste.

En termes électoraux, ce groupe s’est manifesté dès le début des années 2000, tant aux élections fédérales qu’aux élections québécoises, dans les douze circonscriptions qui englobent la Région métropolitaine de recensement de Québec. Aux élections fédérales de 2006, c’est dans le Québec métropolitain que le Parti conservateur a connu une percée, y faisant élire six députés sur huit, et cinq sur huit aux élections fédérales de 2008. Dès 2003, l’ADQ remporte la circonscription des Chutes-de-la-Chaudière, en 2007 elle remportera huit des douze circonscriptions de la région, et encore trois en 2008 ³¹.

³⁰ Charlesbourg, Charlevoix, Chauveau, Chutes-de-la-Chaudière, Jean-Lesage, Jean-Talon, Lapeltrie, Lévis, Louis-Hébert, Montmorency, Taschereau et Vanier.

³¹ En 2007, ce sont les circonscriptions de Charlesbourg, Chauveau, Chutes-de-la-Chaudière, Jean-Lesage, La Peltrie, Lévis, Montmorency et Vanier. L’ADQ conserve en 2008 les circonscriptions de Chauveau, Chutes-de-la-Chaudière et La Peltrie.

[158]

Les travaux du CRAD (Centre de recherche en aménagement et développement) de l’Université Laval, en particulier les cartes au niveau des sections de vote qui y ont été produites tant au niveau fédéral que provincial et municipal (CRAD ; Villeneuve, Jodoin et Thériault, 2007) ; Jodoin, Villeneuve et Thériault, 2007), montrent que ce vote conservateur/adéquiste se répartit en cercles concentriques autour du centre-ville jusqu’aux banlieues : plus on s’éloigne du centre-ville vers les banlieues périphériques, plus le vote conservateur et adéquiste augmente en pourcentage³². Cela signifie que ce sont les banlieusards périphériques qui ont le plus basculé vers le Parti conservateur et l’ADQ. Pour reprendre le concept de « groupe porteur » développé par Gilles Gagné et Simon Langlois (2000, 2001, 2002, 2005), on peut affirmer que c’est la frange la plus jeune de ce « groupe porteur » qui a basculé vers le Parti conservateur et l’ADQ, celle composée de jeunes ménages (avec éventuellement de jeunes enfants) de la tranche inférieure de la classe moyenne, et qui sont obligés de s’éloigner de la ville centrale pour accéder à la propriété de leur logement (en banlieue périphérique où les maisons sont plus accessibles).

Le taux de participation dans le Québec métropolitain a été nettement supérieur à celui de l’ensemble du Québec pour la décennie 1998- 2008 : 80,0% en 1998, 76,9% en 2003, 77,6% en 2007 et enfin 64,0% en 2008. Le vote libéral a été relativement constant, passant de 29,4% des électeurs inscrits en 1998 à 30,5% en 2003, 20,4% en 2007 et 24,4% en 2008. Le PQ a vu son score coupé de moitié, passant de 36,1% des électeurs inscrits en 1998, à 22,3% en 2003, 18,3% en 2007, et enfin 17,2% en 2008, ce qui le maintient encore en troisième position, tout juste derrière l’ADQ. C’est cette dernière qui est la grande gagnante de la décennie : en pourcentages des électeurs inscrits, l’ADQ, qui ne recueillait que 12,0% en 1998, passe à 21,2% en 2003, 33,2% en 2007 (ce qui la place en tête), pour finalement redescendre à 18,5% en 2008 (en seconde position).

Le mouvement des votes dans le « Québec réfractaire » ressemble au mouvement des votes dans le « Québec tranquille », mais la ressemblance entre les deux régions s’arrête là. Le « Québec

³² En sciences physiques, on appelle cela un gradient, positif du centre vers la périphérie dans le cas du vote adéquiste et conservateur.

tranquille » est une région rurale et semi-rurale, plus traditionaliste (la pratique religieuse y est assez élevée), avec des valeurs plus conservatrices au sens traditionnel du terme, dans un espace mental encore fortement [159] « canadien-français » ; bref un peu à l’image de ce qu’était le Québec à la veille de la Révolution tranquille. Le groupe « réfractaire », par contre, se situe clairement dans la modernité, aux valeurs plus laïques ou du moins plus séculières ; son identité est davantage « canadienne », ses valeurs sont plus matérialistes (et consuméristes) et ses attitudes plus fonctionnelles ; et au plan des valeurs économiques, il se situe nettement à droite de la social-démocratie, en opposition avec la génération des « baby-boomers », qu’il perçoit comme privilégiée et face à laquelle il a un sentiment de déclassement.

7) Le Centre du Québec (14 circonscriptions) ³³

Des 14 circonscriptions du Centre du Québec, la moitié est nettement urbaine : on y trouve Victoriaville, Cap-de-la-Madeleine, Drummondville, Joliette, Saint-Hyacinthe, Shawinigan et Trois-Rivières. Les autres sont plus rurales, mais dans les sphères d’influence économique ou culturelle des régions métropolitaines de recensement de Montréal, de Trois-Rivières ou de Québec.

En 1998, le PQ remporte les 14 circonscriptions de cette région ; en 2003 il en remporte neuf ; en 2007, le PQ n’en conserve que trois et l’ADQ en rafle dix, le PLQ n’en conservant qu’une ; enfin en 2008, le PQ en reprend neuf, l’ADQ ne fait élire aucun de ses candidats, le PLQ en remportant quatre. D’une certaine façon, on peut dire que c’est dans cette région que se joue le résultat d’une élection : les majorités pour l’un ou l’autre parti ne sont pas figées, et les changements d’allégeance sont importants d’une élection à l’autre.

Le Centre du Québec, parce qu’il est massivement francophone (96,2%), a connu un taux de participation au-dessus de la moyenne du Québec : 79,6% en 1998, 70,6% en 2003, 73,5% en 2007 et enfin 60,5%

³³ Arthabaska, Berthier, Bertrand, Champlain, Drummond, Joliette, Labelle, Laviolette, Maskinongé, Portneuf, Rousseau, Saint-Hyacinthe, Saint-Maurice et Trois-Rivières.

en 2008. Le PLQ se retrouve en fin de période à peu près au point où il en était en début de période : 27,2% des électeurs inscrits en 1998, 25,8% en 2003, 18,3% en 2007 et 21,1% en 2008 ; même situation pour l’ADQ qui passe de 10,4% des électeurs inscrits en 1998, à 16,4% en 2003, 27,3% en 2007 et finalement 12,0% en 2008. Le grand perdant est bien entendu le [160] PQ qui passe de 40,3% des électeurs inscrits en 1998, à 26,1% en 2003, 23,0% en 2007 et 23,6% en 2008.

Le Centre du Québec est tout à fait représentatif du Québec français : une partie « tranquille » (les circonscriptions de Berthier, Maskinongé, Portneuf), une partie à la limite de la Région métropolitaine de Montréal (Bertrand, Labelle, Rousseau), une partie métropolitaine (Champlain et Trois-Rivières), et des circonscriptions essentiellement urbaines (Arthabaska, Drummond, Joliette, Saint-Hyacinthe, Saint-Maurice).

Se pose alors la question de savoir si la percée de PADQ en 2007 s’est produite au Centre du Québec dans les mêmes catégories sociales que dans le « Québec réfractaire », c’est-à-dire dans les banlieues périphériques des centres urbains ³⁴. Nous n’avons pas fait une analyse détaillée au niveau des sections de vote, mais nous avons pu vérifier qu’effectivement dans les Régions métropolitaines de recensement de Trois-Rivières et de Sherbrooke, ainsi que dans les Agglomérations de recensement de Granby et de Drummond, le vote au niveau des secteurs de recensement semble confirmer cette hypothèse : les succès les plus élevés de l’ADQ se produisent bien en périphérie de la ville centrale ³⁵.

C’est donc une indication que le mouvement social réfractaire qui s’est manifesté dans la capitale nationale, s’est bien étendu aux autres

³⁴ Comme les chercheurs du CRAD l’ont montré pour la Région métropolitaine de Québec (voir plus haut).

³⁵ À Trois-Rivières, les meilleurs résultats de l’ADQ en 2007 (en ordre décroissant) se produisent dans les secteurs de Saint-Maurice, Saint-Louis-de-France, Pointe-du-Lac, Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières-Ouest et Champlain ; à Sherbrooke c’est dans les secteurs (en ordre décroissant) de Saint-Élie-d’Orford, Ascot-Corner, Rock-Forest, Deauville, Stoke, Brompton, Bromptonville, Fleurimont et Saint-Denis-de-Brompton ; à Granby c’est dans le secteur du Canton de Granby ; à Drummondville c’est dans les secteurs de Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Majorique-de-Grantham, Saint-Nicéphore, Saint-Cyrille-de-Wendover et Saint-Charles-de-Drummond. Certains de ces secteurs sont aujourd’hui fusionnés avec la ville centrale.

centres urbains du Québec en 2007. Nous allons voir maintenant comment il s’est manifesté dans la grande ceinture des banlieues de Montréal, soit les régions des Basses-Laurentides et de la Montérégie.

[161]

8) Les Basses-Laurentides (15 circonscriptions) ³⁶

Dans la grande banlieue de Montréal (le « 450 »), ce mouvement électoral a été particulièrement spectaculaire (surtout dans la ceinture nord) et a été une des causes de la déroute du PQ. Mais à la différence du Québec métropolitain, dans lequel ce mouvement s’est manifesté depuis 2003, et perdure en partie en 2008, dans la périphérie de Montréal il ne fut essentiellement qu’une flambée en 2007. La large couronne montréalaise comprend 30 circonscriptions ; pour les besoins de cette analyse, nous la décomposons en deux sous-régions de 15 circonscriptions chacune, les Basses-Laurentides et la Montérégie.

Ce que nous avons dit à propos de la RMR de Québec (vote adéquate augmentant à mesure qu’on s’éloigne de la ville-centre), se confirme dans la RMR de Montréal : la poussée de l’ADQ est d’autant plus forte qu’on s’éloigne en périphérie ³⁷. La première couronne de banlieues (qui s’est développée dans les années 1970 et 1980) est majoritairement peuplée de « baby-boomers », alors que la seconde couronne, qui se développe encore aujourd’hui, est peuplée de jeunes couples de classe moyenne, à revenus plus faibles et obligés de s’éloigner de la ville centrale pour accéder à la propriété. C’est donc dire qu’en 2007, c’est la fraction la plus jeune de la classe moyenne qui a abandonné le PQ pour l’ADQ : c’est dans les circonscriptions dans lesquelles le « groupe porteur » tel que défini par Gilles Gagné et Simon Langlois est le plus présent que l’ADQ a connu une fulgurante progression et a réalisé ses meilleurs résultats, largement au-dessus des 40%.

³⁶ Blainville, Chomedey, Deux-Montagnes, Fabre, Groulx, L’Assomption, Laval-des-Rapides, Masson, Mille-Îles, Mirabel, Prévost, Soulanges, Terrebonne, Vaudreuil et Vimont.

³⁷ Voir les cartes du mémoire de maîtrise de Mathieu Carrier (2007). Voir aussi les cartes produites par le CRAD (<http://www.crad.ulaval.ca/>).

La région des Basses-Laurentides comprend les cinq circonscriptions de Laval, les deux circonscriptions de Vaudreuil et Soulanges et enfin les huit circonscriptions situées au nord de la Rivière-des-Mille-Îles qui dessinent un arc qui va de Mirabel à Repentigny. L'ADQ y a réalisé huit gains en 2007 (toutes les circonscriptions au nord de la Rivière-des-Mille-Îles), tous perdus en 2008.

[162]

Le taux de participation dans les Basses-Laurentides, qui était de 80,4% en 1998, s'est maintenu à 73,0% et 73,9% en 2003 et 2007, pour finalement chuter à 58,3% en 2008. Par rapport aux électeurs inscrits, le PLQ est passé de 29,5% en 1998 à 30,9% en 2003, 20,8% en 2007 et enfin 22,0% en 2008 ; le PQ quant à lui, est passé de 37,2% en 1998, à 27,2% en 2003, à 22,1% en 2007 et enfin 22,7% en 2008. C'est donc dire que les deux grands partis ont perdu à tour de rôle (le PQ surtout en 2003, et le PLQ surtout en 2007) des voix qu'ils n'ont pas récupérées en 2008. L'ADQ, pour sa part, passe de 11,9% en 1998 à 12,8% en 2003, 25,6% en 2007 et finalement 9,3% en 2008 (moins qu'en 1998). Lorsque l'on regarde la poussée de l'ADQ en 2007 circonscription par circonscription, on constate que cette poussée est effectivement bien moins forte dans les vieilles banlieues que dans les nouvelles ³⁸.

³⁸ En pourcentages des votes valides, les meilleurs résultats de l'ADQ en 2007 ont été dans les circonscriptions de Mirabel (44,4%), Masson (43,8%), Blainville (41,8%) et Terrebonne (41,3%), et les moins bons ont été dans les circonscriptions de Mille-Îles (27,5%), Laval-des-Rapides (27,9%), Vimont (31,1%) et Fabre (32,0%).

9) La Montérégie (15 circonscriptions) ³⁹

Les 15 circonscriptions de la banlieue sud de Montréal comprennent d’une part les vieilles banlieues des années 1960-1980 (Belœil, Brossard, Greenfield-Park, Longueuil, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Lambert, Saint-Hubert...), et, d’autre part, les nouvelles banlieues encore en plein essor démographique (Candiac, Carignan, Chambly, Châteauguay, Delson, Boucherville, Iberville, La Prairie, Mercier, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean, Sainte-Julie, Sainte-Catherine, Varennes...). En 2007, l’ADQ y a réalisé cinq gains (Chambly, Iberville, Laprairie, Marguerite-d’Youville et Saint-Jean), tous perdus en 2008.

Le taux de participation en Montérégie ressemble à celui des Basses-Laurentides : 81,6% en 1998, 74,2% en 2003, 75,0% en 2007 et 61,4% en 2008. Par rapport aux électeurs inscrits, le PLQ est passé de 29,4% en 1998 à 30,9% en 2003, pour tomber à 20,5% en 2007 et faire un maigre gain en 2008 avec 22,1% ; le PQ quant à lui est passé de 39,6% des électeurs inscrits en 1998 à 29,2% en 2003, 23,8% en 2007, pour enfin [163] terminer en 2008 avec 25,8% des électeurs inscrits. L’ADQ, plafonnée à 10,7% des électeurs inscrits en 1998 et 11,3% en 2003, a grimpé à 24,8% en 2007 (ce qui la plaçait en première position dans la région), mais est retombée à 8,6% en 2008, soit deux points plus bas qu’en 1998. Lorsque l’on regarde la poussée de l’ADQ en 2007 circonscription par circonscription, on constate ici encore que cette poussée est effectivement bien moins forte dans les vieilles banlieues que dans les nouvelles ⁴⁰.

³⁹ Beauharnois, Borduas, Chambly, Châteauguay, Iberville, Lapinière, Laporte, La Prairie, Marguerite-D’Youville, Marie-Victorin, Richelieu, Saint-Jean, Taillon, Vachon et Verchères.

⁴⁰ En pourcentages des votes valides, les meilleurs résultats de l’ADQ en 2007 ont été obtenus dans les circonscriptions de Saint-Jean (42,2%), Iberville (42,2%), Chambly (38,9%), Verchères (37,3%), Marguerite-d’Youville (37,1%), et ses moins bons résultats (en excluant les circonscriptions comprenant une large proportion d’électeurs non francophones comme Lapinière, Laporte et Châteauguay), se produisent dans les plus vieilles banlieues : Marie-Victorin (28,4%), Borduas (31,3%), Taillon (31,8%), Vachon (34,2%).

On voit donc que le comportement des électeurs a été fort semblable entre la Rive-Nord et la Rive-Sud de l’île de Montréal, les seules différences tenant au poids relatif plus important des nouvelles banlieues dans les Basses-Laurentides qu’en Montérégie.

10) Le « Québec frontalier » (12 circonscriptions) ⁴¹

Pour terminer cette analyse par région, il nous reste douze circonscriptions situées à la frontière sud du Québec. Six d’entre elles longent la frontière avec les États-Unis, et les six autres constituent la région de l’Outaouais. Ces deux sous-régions ne sont pas très favorables au PQ : depuis dix ans, il n’y a pas fait élire un seul député.

Est-ce la proximité des voisins américains ou ontariens et la dépendance économique (sinon culturelle) qui rend les électeurs de ces régions moins chauds envers le projet de souveraineté du Québec ? Cela est loin d’être sûr en Estrie, si l’on regarde le vote péquiste chez les francophones : il se situe autour de la moyenne de l’ensemble du Québec en 2008. Cela est déjà un peu plus vrai en Outaouais, où le vote péquiste francophone en 2008 accuse un retard de 5 à 10% : il est vrai qu’en Outaouais le vote péquiste n’a fait que décliner depuis le référendum de 1995.

[164]

Le taux de participation a baissé régulièrement dans cette région : 77,1% en 1998, 65,8% en 2003, 67,9% en 2007 et 54,5% en 2008, résultat en partie dû à la présence d’un vote non francophone non négligeable. Le PLQ, qui dominait en 1998 avec 41,2% des électeurs inscrits, a chuté à 35,9% en 2003, puis à 26,1% en 2007, pour se stabiliser à 26,2% en 2008. Le PQ est passé de 26,5% des électeurs inscrits en 1998 à 17,7% en 2003, mais s’est stabilisé depuis (16,6% en 2007 et 16,7% en 2008). L’ADQ, pour sa part, n’a jamais été très présente dans cette région : 7,2% en 1998, 9,9% en 2003, 18,4% en 2003 et finalement 7,5% en 2008.

⁴¹ Argenteuil, Brome-Missisquoi, Chapleau, Gatineau, Hull, Huntingdon, Orford, Papineau, Pontiac, Saint-François, Shefford et Sherbrooke.

* * *

En résumé, il a toujours existé un vote régional au Québec : le PQ a très rapidement percé dans le « Québec septentrional » dès les années 1970 ainsi que dans les milieux populaires de Montréal, le « Québec tranquille » était une forteresse de l’Union nationale, puis du Crédit social, qui dans les années 1960, tant au niveau fédéral qu’au niveau provincial, faisait aussi des percées en Abitibi-Témiscamingue, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans la Région métropolitaine de Québec ; et bien évidemment le Québec anglophone appuyait sans réserve le PLQ. Jusqu’aux années 2000, on observait clairement une opposition ville-campagne (vote métropolitain, vote urbain, vote rural, chez les francophones du moins).

Ce que l’on observe aujourd’hui c’est, semble-t-il, un régionalisme plus marqué, plus diversifié, plus net, plus contrasté : il ne faut toutefois pas trop exagérer cette accentuation du régionalisme. Ce qui a peut-être changé, sans qu’on puisse déterminer si c’en est la cause ou la conséquence, c’est que l’offre politique s’est clairement diversifiée dans l’après-période référendaire de 1980-1995.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

C’est la fondation du Mouvement souveraineté-association au tournant des années 1970, puis du PQ qui a fédéré une vaste coalition dans laquelle on retrouvait la génération montante des baby-boomers liés à l’extension de l’État québécois issu de la Révolution tranquille, les réformistes du PLQ, les travailleurs syndiqués et les franges les plus démunies des classes populaires, la fraction nationaliste des créditistes, [165] le vieux fond bleu traditionaliste qui avait porté l’Union nationale : il s’agissait clairement d’une puissante alliance de classes, cimentée par le projet mobilisateur de la souveraineté du Québec. Les élections de 1970, 1973 et 1976 constituent cette période de réalignement, et à la fin des années 1970, le Québec est revenu à un bipartisme polarisé autour de la question nationale, mais aussi autour des orientations politiques : un PLQ fédéraliste et de centre-droit, face à un PQ souverainiste et de centre-gauche (social-démocrate). Ce

bipartisme va perdurer jusqu’au début des années 1990 (élections de 1981, 1985, 1989 et 1994). La période 1980-1995 est marquée par une exacerbation de la question nationale : référendum perdu en 1980 par les souverainistes, retour au pouvoir du PLQ en 1985, tentative de réforme du fédéralisme (échec de l’entente du Lac-Meech), référendum perdu en 1992 par les fédéralistes sur l’entente de Charlottetown, retour au pouvoir du PQ en 1994, et finalement référendum perdu de justesse par les souverainistes en 1995.

Les échecs référendaires de 1980 et de 1995 et les longues années de gestion technocratique des différents gouvernements péquistes, ont érodé l’alliance politique créée dans les années 1970, dont les différentes composantes se sont détachées une à une au fil des ans : en 2007, il n’en reste que les milieux populaires de l’Est de Montréal, les régions défavorisées du Québec septentrional et le groupe déclinant des boomers banlieusards. Tout cela ressemblait à la fin du projet québécois tel que l’avait défini et porté le PQ depuis quarante ans.

Du côté du PLQ, la tentative de réformer le fédéralisme provoque la création de l’ADQ sur sa droite. Et du côté du PQ, la mise en quasi-veilleuse de la question nationale par Lucien Bouchard au nom d’une « saine gestion » économique, provoque l’apparition d’un parti sur sa gauche (QS). À partir des élections de 2003, le système des partis est en crise, avec de nouveau un quadripartisme : ADQ (droite/fédéraliste), PLQ (centre-droit/fédéraliste), PQ (centre-gauche/souverainiste), QS (gauche/souverainiste).

Au lendemain des élections de 2007, la table semblait mise pour un réalignement politique au Québec : un PLQ déstabilisé par sa demi-victoire assortie d’un gouvernement minoritaire, un PQ assommé par sa rude défaite et sa relégation en troisième position, une ADQ investie du rôle d’opposition officielle, tout cela ressemblait à un début de réalignement politique et à la disparition à terme du PQ. Nous serions alors passés d’un système d’opposition « fédéraliste/souverainiste », à [166] un système d’opposition « fédéraliste/autonomiste » qui nous aurait ramenés aux années 1950.

L’élection de 2008 nous montre sans équivoque que ce réalignement n’aura pas lieu, et que l’élection de 2007 ne marquait pas le début d’une période de réalignement politique, mais s’apparentait plutôt à une élection de « déviation » : l’élection de 2008 serait alors une élection

de « rétablissement », un retour à la normale du bipartisme libéral/péquistes mis en place dans les années 1970. Mais cette conclusion suscite en nous un très sérieux doute.

L'élection de 2008 n'est pas un simple retour à la situation qui prévalait avant 2007. Évidemment, le PQ a retrouvé sa place comme opposition officielle avec 35,2% des voix (à peine moins qu'en 1985, alors qu'il obtenait 38,7%), en attendant de prendre le pouvoir ; mais si on calcule ses appuis par rapport aux électeurs inscrits, ce que nous avons fait tout au long de cette étude, on se rend compte qu'en 2008 le PQ est toujours bloqué à 19,9% des électeurs inscrits (20,0% en 2007), c'est-à-dire au niveau où il était en 1970 ! Depuis dix ans, le PQ a perdu 600 000 voix, dont près d'un quart de million s'est réfugié dans l'abstention, et près d'un tiers de million est passé à l'ADQ en 2003 et 2007, pour ensuite en grande partie se réfugier dans l'abstention en 2008. Signalons que la situation du PLQ n'est pas tellement plus reluisante : en 2008, avec un vote de 42,1%, mais seulement 23,8% des électeurs inscrits, le PLQ se retrouve à un niveau inférieur à celui qu'il avait atteint en 1976 (28,8% des électeurs inscrits). Depuis dix ans, le PLQ a perdu 400 000 voix.

Un million d'électeurs québécois ont donc déserté les urnes depuis une décennie. Le phénomène est totalement inédit tant dans son ampleur que dans sa durée. À défaut d'avoir une explication, faute de données d'enquête, et en attendant les prochaines élections pour nous éclairer, doit-on dès maintenant parler de l'élection de 2008 comme d'une « élection du désenchantement » post-référendaire ?

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Bélanger, Éric et Richard Nadeau (2008), « La montée des tiers partis au Québec à l'élection de 2007 : conjoncture ou tendance ? », *Choix IRPP*, vol. 14, n° 17.

[167]

Bélanger, Éric et Richard Nadeau (2009), *Le comportement électoral des Québécois*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Campbell, Angus, Philip E. Converse, Warren E. Miller et Donald E. Stokes (1966), *Elections and the Political Order*, New York, Wiley.

Carrier, Mathieu (2007), *L'influence de la localisation géographique et des caractéristiques socio-économiques des quartiers de la RMR de Montréal dans le processus de la participation électorale*, mémoire de maîtrise en aménagement du territoire et développement régional, Université Laval.

CRAD, consulter le site : <https://www.crad.ulaval.ca/http://www.crad.ulaval.ca/comportementselecto-raux/Quebec/>.

Drouilly, Pierre (2003), « Qui a voté quoi, où et pourquoi ? », dans Michel Venne (dir.), *L'Annuaire du Québec 2004*, Montréal, Fides, p. 598- 618.

Drouilly, Pierre (2007), « L'élection du 26 mars 2007 au Québec : une élection de réalignment ? », dans Michel Venne et Miriam Fahmy (dir.), *L'Annuaire du Québec 2008*, Montréal, Fides, p. 24-39.

Drouilly, Pierre (2010), « Fin de la décennie post-référendaire ? », dans Miriam Fahmy (dir.), *L'État du Québec 2010*, Montréal, Boréal, p. 245-252.

Gagné, Gilles et Simon Langlois (2000), « Le vote en faveur de la souveraineté, 1995-2000 », *Recherches sociographiques*, vol. XLI, n° 3, p. 431- 477.

Gagné, Gilles et Simon Langlois (2000), « L'état de l'appui à la souveraineté », dans Roch Côté (dir.), *Québec 2001*, Montréal, Fides, p. 97-108.

Gagné, Gilles et Simon Langlois (2002), *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Gagné, Gilles et Simon Langlois (2005), « Les jeunes appuient la souveraineté et les souverainistes le demeurent en vieillissant », dans *L'Annuaire du Québec 2006*, Montréal, Fides, p. 440-456.

Gagné, Gilles, Simon Langlois et Claude Fortier (2001), « Tendances de l'appui à la souveraineté : la question du vote des femmes, 1999- 2001 », dans Roch Côté dir.), *Québec 2002*, Montréal, Fides, p. 459- 474.

[168]

Gélineau, François et Alexandre Morin-Chassé (2009), *Les motifs de la participation électorale du Québec : Élection de 2008*, Québec, Étude réalisée pour le Directeur général des élections du Québec.

Jodoin, Yvon, Paul Villeneuve et Marius Thériault (2007), *Le vote à Québec a-t-il une dimension géographique ? Une analyse spatiale des comportements électoraux récents dans la Capitale*, Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD), Université Laval.

Key, V.O. (1955), « A theory of critical élections », *Journal of Politics*, vol. 17, p. 3-18.

Langlois, Simon (2004), « La colère des jeunes hommes de Québec », *Le Soleil*, 24 juillet.

Langlois, Simon (2004), « Jeunes hommes en colère à Québec : malaise de classe et de génération », dans *L'Annuaire du Québec 2005*, Montréal, Fides, p. 92-94.

Marcoux, Jean-Michel et Jean-François Tremblay (2005), *Le néopopulisme de CHOI-FM : de l'expansion de la logique consumériste*, Rapport de recherche, Centre d'études sur les médias, Université Laval.

Martin, Pierre (2000), *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Science Po.

Pelletier, Réjean (2008), « L'énigme de Québec décortiquée », *Le Devoir*, octobre.

Villeneuve, Paul, Yvon Jodoin et Marius Thériault (2007), « L'énigme de Québec... ou de ses banlieues : une analyse de géographie électorale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 51, n° 144, p. 375-397